

Rapport du groupe de travail sur l'Afrique rurale : l'agriculture un secteur clé face au défi démographique africain

La **gestion des flux migratoires constitue un sujet en haut de l'agenda politique européen**. Au-delà des mesures d'urgence, les **causes profondes** de ce phénomène sont interrogées et le **manque de cohérence entre les politiques communautaires** a été dénoncé par différentes organisations non gouvernementales¹. La promotion d'accords commerciaux visant à réduire les entraves au commerce entre l'Union européenne et les pays africains est particulièrement mise en accusation pour la pression qu'elle exerce sur les politiques économiques de ces derniers.

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces enjeux entre l'Europe et le continent africain, la **Commission européenne a constitué un groupe d'experts intitulé « Afrique rurale »** présidé par l'irlandais Tom Arnold, économiste et ancien directeur de l'IIEA (Institute of International and European Affairs), un think tank proche du gouvernement irlandais. Sa mission : **faire des propositions pour nourrir la nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe annoncée par le Président Juncker** dans son dernier discours sur l'état de l'Union dans la perspective de la prochaine conférence ministérielle entre l'Union africaine et l'Union européenne en juin 2019.

Certes, la création de ce groupe de travail confirme en soi le besoin d'aborder conjointement les questions de migration, de développement économique et d'agriculture, ce qui est salubre. Pour autant, mis à part quelques accents portés notamment sur l'agriculture familiale (p.44) et sur les limites des assurances en agriculture (p.49), **le rapport se révèle assez décevant dans son contenu**. Il en est même assez révélateur de la position dominante à Bruxelles sur l'agriculture : l'accroissement des échanges est une fin en soi, l'accès accru aux marchés financiers le moyen de produire plus et la connexion aux chaînes de valeur internationales le moyen d'exporter davantage.

Compte tenu des liens historiques liant les deux continents, on s'attendait à trouver une analyse de l'évolution de leurs relations économiques. Ce n'est pas le cas. La remise en cause de la convention de Lomé qui offrait un accès préférentiel à un marché européen alors moins soumis au dumping des prix internationaux n'est pas évoquée. Rapportant que les pays africains sont le premier débouché de l'agro-alimentaire européen (31% des exportations européennes), qu'ils concentrent 40% des flux

¹ https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2017/11/CONCORD_PrivateSector_Agriculture_2017_online.pdf?1fdb40&1fdb40

d'investissement à l'étranger européens et que 55% de l'aide au développement depuis le bloc européen est à destination de l'Afrique (23 milliards par an), ce rapport n'éclaire que très partiellement une situation plus que paradoxale : **alors que 805 millions d'emplois supplémentaires seraient nécessaires pour répondre au défi démographique africain en 2050 et que l'on estime entre 250 et 460 millions d'hectares les surfaces disponibles pour l'agriculture, l'Afrique est aujourd'hui importatrice nette de produits agricoles et agro-alimentaires.**

En outre, le rapport ne traite pas vraiment des questionnements entourant la cohérence des politiques communautaires. Sur la PAC, on s'en tient à la réforme de 1992 qui a permis de baisser l'utilisation des subventions à l'exportation, **mais les critiques adressées actuellement au découplage des aides ne sont pas discutées tout comme la volatilité structurelle de marchés internationaux revenus à leur niveau de dumping pour la plupart des productions.** Sur la politique commerciale, l'importance de tenir des comptes des différentiels de productivité et de protéger les industries naissantes n'est pas évoquée, si bien que **la mise en place d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'Afrique est surtout un objectif et non un moyen.**

Étonnamment **l'opposition à la ratification des accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et différentes zones africaines par des pays comme le Nigéria n'est pas signalée** tout comme le risque que ces accords font courir aux fragiles initiatives d'intégration régionale comme la CEDEAO qui n'est même pas citée. Enfin, il n'est fait **aucune mention des exemples de mesures prises par différents pays africains pour enclencher avec succès, comme au Cameroun ou en Éthiopie, l'augmentation de la production dans certaines filières,** alors même que la mise en réseau et la promotion des initiatives locales sont largement promues par les rédacteurs du rapport.

Au final, ce rapport passe à côté de l'essentiel et montre à nouveau les carences de stratégies économiques qui s'enferment dans une seule logique d'offre plutôt que de considérer conjointement l'offre et la demande. **La croissance démographique africaine constituera certainement l'un des principaux moteurs de la croissance mondiale à l'horizon 2050, mais comme le prône notamment Marcel Mazoyer, cette croissance sera d'autant plus durable et facteur de sécurité si l'on parvient à sortir de la trappe à pauvreté et à rendre solvables ces populations agricoles et rurales.** Malheureusement, la préférence européenne pour le court terme de la déflation par les prix agricoles contribue à vider les campagnes aussi bien en Europe qu'en Afrique.

Frédéric Courleux

Le 10 Mai 2019